



Conseil économique et social

Distr. limitée
27 avril 2012
Français
Original: anglais

Commission pour la prévention du crime et la justice pénale

Vingt et unième session

Vienne, 23-27 avril 2012

Projet de rapport

Rapporteur: Martin **Krämer** (Autriche)

Additif

Suite donnée au douzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale et préparatifs du treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale

1. À ses 7^e et 8^e séances, le 26 avril 2012, la Commission a examiné le point 7 de l'ordre du jour, intitulé "Suite donnée au douzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale et préparatifs du treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale".
2. Pour l'examen de ce point, elle était saisie du rapport du Secrétaire général sur la suite donnée au douzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale et les préparatifs du treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale (E/CN.15/2012/21).
3. Un représentant du Service de la lutte contre la corruption et la criminalité économique de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime a fait une déclaration liminaire. Le Président du groupe d'experts chargé de réaliser une étude approfondie sur la cybercriminalité a aussi fait une déclaration. Des déclarations ont été faites par les représentants du Japon, du Canada, de la Thaïlande, de l'Afrique du Sud et des États-Unis d'Amérique. L'observateur de la République de Corée a lui aussi fait une déclaration.



A. Délibérations

4. Des délégations ont souligné l'importance et l'intérêt politiques des congrès du crime, qui réunissaient le plus grand nombre et le plus large éventail de décideurs et de spécialistes dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale.

5. Pour ce qui est des préparatifs du treizième Congrès, des orateurs ont souligné qu'ils devraient faire l'objet d'une planification efficace et dans des délais appropriés, et insisté sur l'importance d'une coordination étroite avec toutes les parties concernées, y compris les instituts du réseau du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale.

6. Tout en insistant sur la nécessité de limiter l'ordre du jour des ateliers à des points précis et pratiques, des délégations ont pris note de l'approche suggérée qui consistait à mettre l'accent sur un thème ouvert axé sur le rôle de la prévention du crime et de la justice pénale pour faire avancer au-delà de 2015 l'action des Nations Unies en faveur du développement.

7. Un orateur a estimé que l'on pourrait aussi structurer l'ordre du jour du congrès autour des débats sur les différents aspects de la criminalité, ce qui permettrait de mettre l'accent sur les menaces transnationales à la paix, à la sécurité et à l'état de droit que constituaient la criminalité transnationale organisée et le trafic de drogues, ainsi que sur la promotion de l'égalité des sexes, de la prévention du crime et des mesures correctionnelles. Un autre orateur s'est déclaré favorable à l'inscription à l'ordre du jour du congrès d'un point consacré aux mesures correctionnelles, au traitement et à la réinsertion des délinquants.

8. Certains orateurs ont souligné qu'il importait de parvenir à un accord, à la session en cours de la Commission, sur le thème et l'ordre du jour du congrès, en application de la résolution 66/179 de l'Assemblée générale et de la recommandation que le Groupe intergouvernemental d'experts sur les enseignements tirés des congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale avait formulée à sa réunion tenue à Bangkok, du 15 au 18 août 2006 (voir E/CN.15/2007/6, sect. IV).

9. Il a été proposé que le débat de haut niveau se tienne au début du congrès, de manière à favoriser des échanges utiles. On a estimé qu'il fallait éviter de multiplier les ateliers parallèles et souligné les avantages des réunions subsidiaires qui favorisaient l'échange d'informations et d'avis sur un large éventail de questions.

10. Des représentants ont recommandé que la déclaration du Congrès soit concise et reflète les travaux du congrès. On a également souligné qu'il importait de donner suite aux textes issus des congrès. À cet égard, des orateurs ont salué la tenue de la réunion organisée en marge de la session par les instituts du réseau du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, pour examiner le suivi et les modalités d'une mise en œuvre efficace de la Déclaration de Salvador sur des stratégies globales pour faire face aux défis mondiaux: les systèmes de prévention du crime et de justice pénale et leur évolution dans un monde en mutation, adoptée par le douzième Congrès.

11. Une délégation a rendu compte des mesures prises par l'Institut coréen de criminologie dans le domaine de la cybercriminalité pour donner suite à la

Déclaration de Salvador. La Commission a aussi été informée des travaux du groupe d'experts chargé de réaliser une étude approfondie sur la cybercriminalité, convoquée en application du paragraphe 42 de ladite Déclaration.

12. Une délégation a souligné l'importance de la transparence et d'une utilisation rationnelle des ressources financières dans l'organisation du congrès et s'est déclarée favorable à ce que les États Membres soient informés du budget du congrès.

B. Atelier sur l'application de la Déclaration de Salvador

13. Le Comité plénier a consacré sa 1^{re} séance, tenue le lundi 23 avril 2012, à un atelier sur "la mise en œuvre efficace de la Déclaration de Salvador", organisé par les instituts du réseau du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale. Cet atelier était présidé par le Premier Vice-Président de la Commission et animé par le Coordonnateur scientifique de l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice.

14. Des exposés ont été faits par des intervenants de l'Institut d'Helsinki pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance (Finlande), de l'Université de Beijing (Chine), de Public Safety Canada (Canada), de l'Université arabe Nayef des sciences de sécurité (Arabie saoudite) et de l'Institut Raoul Wallenberg des droits de l'homme et du droit humanitaire (Suède). Des représentants de l'Arabie saoudite, de la Colombie et du Canada sont intervenus lors des débats. Des déclarations ont aussi été faites par des observateurs de l'Institut pour la prévention du crime et le traitement des délinquants en Amérique latine (Costa Rica) et du Conseil consultatif scientifique et professionnel international (Italie), et par l'observateur de la Commission internationale de la Pastorale catholique dans les prisons. L'animateur des débats a fait des observations finales.
